

Gilles Kepel : « L'Iran pourrait redevenir le gendarme du Moyen-Orient »

LE MONDE | 01.09.2014 - Propos recueillis par Gaidz Minassian et Nicolas Weill

Gilles Kepel, professeur à Sciences Po, spécialiste de l'islam et du monde arabe, rentre d'une tournée effectuée dans plusieurs pays du Moyen-Orient. Il livre son analyse sur les bouleversements qui ont secoué la région ces derniers mois.

Gaza, Irak, Syrie, l'été a été meurtrier au Moyen-Orient. Pourquoi ?

Gilles Kepel : Nous assistons à la remise en cause du Moyen-Orient, tel qu'il est sorti des accords Sykes-Picot à l'issue de la première guerre mondiale. Les frontières tracées par les Anglais et les Français après le démembrement de l'Empire ottoman ont été un facteur de stabilité. Ces frontières, contestées par les nationalistes arabes, n'en ont pas moins favorisé des systèmes d'équilibre, le maintien de dictatures et l'absence de démocratisation. Mais elles avaient aussi empêché le chaos qui règne aujourd'hui. La naissance encore fragile d'un Kurdistan est un signe patent de la rupture de l'équilibre né des accords Sykes-Picot, puisqu'ils l'avaient exclu.

Quelle pourrait être la nouvelle puissance qui émergerait de ce chaos ?

Ce qui se passe en Irak, à Gaza ou en Syrie s'inscrit dans le processus de réintégration ou non de l'Iran dans la stratégie moyen-orientale. Aussi bien l'attaque israélienne contre Gaza que l'offensive de l'Etat islamique en Irak se comprennent à partir de ce contexte. Si l'Iran, une fois aboutie la négociation sur le nucléaire et du moins conduit par une direction fréquentable, se voit réintroduit dans le concert des nations, cela veut dire que Téhéran pourra redevenir le gendarme de la région qu'il était avant 1979. Ce pays de 80 millions d'habitants dispose de la bureaucratie étatique nécessaire et surtout de la classe moyenne qui a résisté aux tribulations du régime. S'il rentre dans le jeu, l'équilibre régional en sera modifié – en premier lieu la relation privilégiée que les Etats du Golfe ont construite avec les Etats-Unis, mise à mal depuis le 11-Septembre. Si l'Iran revient, l'osmose américano-israélienne n'aura plus la même qualité.

Mais le Moyen-Orient aura-t-il la même importance ?

Non. Il faut tenir compte de la perte de sa centralité dans la production énergétique mondiale. Désormais, les Etats-Unis sont exportateurs de gaz de schiste et n'ont plus besoin de l'énergie en provenance du Moyen-Orient. Israël est producteur de gaz en Méditerranée et devrait devenir lui aussi exportateur. Pour les Etats-Unis, dans une stratégie à long terme où la part du Moyen-Orient dans la production d'énergie

mondiale va décliner, la question se pose de savoir si leur forte présence militaire vaut toujours la peine.

Ne serait-il pas plus opportun de s'en remettre à une politique de sous-traitance à des gendarmes ? D'autant plus que, en Irak comme à Gaza, la domination occidentale a été mise à mal en termes militaires. En Israël non plus on n'a pas réussi à détruire significativement l'arsenal du Hamas et, surtout, ce dernier a réussi, comme naguère le Hezbollah, à trouver le défaut de la cuirasse : creuser des tunnels, tuer les soldats, envoyer des missiles. La solution du tout-technologique qui assurait la supériorité de l'Occident a fait apparaître des fissures dont se servent ses adversaires.

« Bordure protectrice » menée par Israël contre Gaza s'insère-t-elle dans ce nouveau paysage ?

Bien sûr. Des gens proches des cercles militaires israéliens m'ont assuré qu'ils avaient poussé M. Nétanyahou à accepter le gouvernement de coalition palestinien (Fatah/Hamas), estimant qu'il représentait un interlocuteur valable. Le premier ministre israélien l'a refusé pour des raisons électorales. Les opposants à cette reconnaissance faisaient observer que le Hamas, comme le Hezbollah, conserverait son armée et que le mouvement islamique au pouvoir à Gaza gagnerait sur tous les tableaux. Le Hamas comme le Hezbollah sont considérés comme les deux bras armés de l'Iran dans la région. Il fallait donc au préalable détruire l'arsenal du Hamas et affaiblir du même coup l'axe iranien. Le résultat n'a pas été à la hauteur de ses attentes.

En quoi l'offensive de l'Etat islamique en Irak entre-t-elle dans le cadre de l'antagonisme entre l'Iran et les autres puissances de la région ?

Pour les Arabes du Golfe, l'hégémonie de Téhéran est un scénario de cauchemar. Turcs, Qatariens, Saoudiens ont vu dans l'Etat islamique le levier qui allait leur permettre d'en finir avec Bachar Al-Assad, allié de l'Iran. Le monstre qu'ils ont enfanté leur fait peur désormais.

Plus inquiétant, ce phénomène est devenu une sorte de grand récit dominant dans le monde sunnite. L'immense majorité des sunnites contre l'Etat islamique est bien en peine de lui opposer un autre grand récit aussi mobilisateur.

Qu'est-ce qui distingue l'Etat islamique d'Al-Qaida ?

Al-Qaida fonctionne selon un modèle pyramidal où les exécutants sont sacrifiés sans réfléchir, le tout étant financé par Ben Laden et ses successeurs.

L'Etat islamique préfère responsabiliser et substituer à la pyramide, que l'ennemi peut détruire, un modèle en réseau. On endoctrine et on forme militairement les

individus. Avec une priorité sur l'Europe occidentale où l'on cherche à fomenter des situations de guerre civile.

Mais ce terrorisme non structuré est poreux à la manipulation par les services secrets. Très tôt, l'Etat islamique a été infiltré par les services syriens, selon un modèle tout droit sorti des manuels de contre-insurrection russes qui consiste à inoculer le djihad à l'intérieur de la rébellion pour le faire exploser.

L'Etat islamique a ainsi bénéficié de la mansuétude du régime de Damas, qui ne s'en est jamais pris à ses positions. Cela permettait à Bachar Al-Assad de montrer que, si le bilan du régime syrien n'était pas brillant, en face de lui, il y avait des monstres. En somme, l'Etat islamique est le rejeton de l'alliance hybride entre deux camps ennemis.

Ne s'est-il pas autonomisé par rapport à ses parrains « apprentis sorciers » ?

On ne connaît pas bien le fonctionnement de l'Etat islamique. Parfois les considérations idéologiques paraissent l'emporter, comme dans le cas des persécutions de chrétiens et des yézidis – qui risquaient de mobiliser l'Occident, alors que ces minorités ne représentent aucun danger sérieux. Cela a obligé en tout cas les Qataris et les Saoudiens à se dissocier de l'Etat islamique, sans être crédibles.

Quelles sont les répercussions que cette recomposition chaotique peut avoir en Europe ?

Il me paraît impossible de penser les problèmes sociaux qui agitent la société française indépendamment de ces bouleversements. Il faut compter avec le phénomène nouveau et inquiétant des jeunes djihadistes français qui partent sur les fronts irakien et syrien et reviennent en Europe. Mohamed Merah et Mehdi Nemmouche en sont des illustrations françaises. Mais le jeune rappeur anglais qui aurait décapité le journaliste James Foley en serait aussi une vision effrayante.

L'histoire de l'empire colonial fait partie de la nôtre comme de celle du Maghreb. Les élites maghrébines qui ont pris le pouvoir après les indépendances, tout comme les élites issues du gaullisme, ont vécu sur l'illusion que chacun pouvait vivre de son côté. C'est faux ! Nous continuons d'être interpénétrés. Il faut arriver à penser cette interpénétration, faute de quoi elle reviendra sous la forme du « retour du refoulé » salafiste et magique.

Dans « Passion arabe », puis dans « Passion française », vous avez tourné votre regard d'orientaliste sur les banlieues et la population originaire des pays arabes. Quelle est votre lecture des manifestations de cet été en solidarité avec Gaza et des débordements qui les ont accompagnées ?

Ces manifestations ont été marquées par la confusion des genres. Traditionnellement, ces manifestations étaient l'apanage de l'extrême gauche. Pour la première fois, elles ont été débordées par des groupes islamistes dont certains étaient djihadophiles. Dans la manifestation du 9 août à Paris, on a entendu des slogans qui allaient de « *Jean Moulin, résistance* » à « *Hamas résistance* », jusqu'à « *Djihad résistance* ».

Il y a des risques que cette évolution prenne une dimension sociale. L'expression de la solidarité avec les Palestiniens est légitime – tout comme il est légitime que d'autres en démocratie expriment leur solidarité avec Israël. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'on a vu des associations islamistes locales marcher à côté des groupes issus de la filière d'extrême droite Soral-Dieudonné : à preuve, ces missiles Kassam en carton brandis dans les manifestations par des gens qui faisaient la quenelle.

On voit bien comment cette nouvelle idéologie d'extrême droite mêle à la fois l'antisémitisme traditionnel et une judéophobie issue de la vision salafiste du monde. Ce mélange, cette confusion populiste, qui est aussi l'expression d'une souffrance sociale, constitue aujourd'hui un problème majeur.

Pourquoi, à votre avis, la souffrance sociale se traduit-elle par un raidissement communautaire ?

Les groupes salafistes dans les quartiers se renforcent en miroir aux mouvements juifs les plus rigoristes. La rupture communautaire s'affiche avec l'ultraorthodoxie juive et, dans la tête des salafistes, on s'imagine que c'est cela qui permet aux juifs d'être puissants et respectés. Ils estiment que « les Arabes » ayant joué le jeu de l'assimilation en sont les grands perdants. L'exacerbation du halal se construit selon le mode du casher.

Comment faire pour déminer le mélange explosif que vous décrivez ?

On peut penser qu'il est au moins possible d'éviter la balkanisation de la société française. Dès que des incidents se produisent, on fait venir les représentants des cultes musulman, juif. C'est une erreur. Car nous disposons dans les assemblées de la République de milliers d'élus de confession musulmane. Des élus qui certes ont les rapports les plus divers à leur foi – du plus grand rigorisme à l'indifférence. De même y a-t-il des élus d'origine juive.

Même si ceux-ci n'ont pas été élus sur cette base-là, ils n'en sont pas moins issus de cette diversité. Pourquoi n'avons-nous pas recours à eux ? Tous les conseils municipaux des villes populaires comportent des personnalités représentatives de la diversité, à la fois assez sensibles aux aspirations du milieu dont elles proviennent mais parties prenantes du pacte républicain et de la machine politique française.

Certes, le culte a le droit de s'exprimer. Mais la représentation nationale donne une image plus fidèle du « pays réel ».

N'y aurait-il pas également des modèles alternatifs au salafisme émanant du monde arabe lui-même ?

L'enjeu principal pour la France se trouve au Maghreb. Un dixième de la population tunisienne vit en France (600 000 à 1 million, clandestins compris). On compte au Parlement tunisien dix députés élus par les Tunisiens de France.

Or, pour la première fois dans un pays du Maghreb, un gouvernement n'a pas construit sa légitimité sur la lutte contre le colonialisme français mais sur la lutte contre un dictateur issu de l'indépendance. Cela permet à la Tunisie d'avoir une relation beaucoup plus décontractée avec la France, car celle-ci prend mieux en compte la réalité des flux économiques, migratoires. Elle est donc plus porteuse d'avenir. Cela explique aussi pourquoi, de tous les Etats secoués par les révolutions arabes, la Tunisie est le seul à ne pas se retrouver dans un état catastrophique. Une classe moyenne à cheval sur les deux rives de la Méditerranée a réussi à y prendre en main le destin du pays, y compris dans une formation islamiste comme Ennahda.

Puisqu'on est en peine de contre-modèle, l'évolution de la Tunisie, toutes proportions gardées, est suffisamment rare et positive pour qu'on l'encourage.

- **Gaidz Minassian**

- **Nicolas Weill**

Journaliste au Monde